

DIRECTIVES

MENSUEL

CULTURE - ENSEIGNEMENT

COMPTE RENDU

ASSISES NATIONALES SUR L'ENSEIGNEMENT

PARIS 17 - 18 MAI 1970

sommaire

pages

RAPPORTS GENERAUX

Une stratégie révolutionnaire à l'Université (Robert Chapuis)	2
Problèmes d'organisation (Bernard Ravenel)	5

COMMISSIONS D'ETUDES

RAPPORT N° 1 : La fausse neutralité de l'enseignement	6
RAPPORT N° 2 : La pression capitaliste sur le système d'enseignement	7
RAPPORT N° 3 : Enseignement et Etat : le problème du contrôle	8

COMMISSIONS D'ACTION

I. A. Lutttes internes et lutttes externes (résolution)	10
B. Les relations extérieures au système d'enseignement	10
II. Pratique enseignante et action politique	12
III. Relations enseignants-lycéens	13
IV. Action syndicale et action politique	14
V. La lutte contre la « participation » (résolution)	14

INTERVENTIONS

Enfance inadaptée	16
Les Maternelles	16

UNE STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE A L'UNIVERSITE

ROBERT CHAPUIS

L'histoire nous a légué une Université libérale conforme aux intérêts et à la position de la bourgeoisie à la fin du XIX^e siècle.

Face à cette Université, il n'existe aujourd'hui que trois projets stratégiques :

- celui du grand capitalisme moderne, qui trouve son inspiration aux Etats-Unis et se diffuse à travers divers organismes (ex. : O.C.D.E.) : un homme comme Mac Namara a su trouver les mots qu'il faut pour esquisser cette stratégie. Elle a commencé à se diffuser en France à travers le Colloque de Caen et dans divers séminaires Université-Industrie ;
- la stratégie de « démocratisation », que le Parti Communiste a décidé d'assumer entièrement, occupant ainsi le terrain favori de la social-démocratie. Il s'agit d'ouvrir l'Université actuelle à des couches plus nombreuses dans de meilleures conditions de travail ;
- le projet révolutionnaire dont le mouvement de mai 68 a donné une première image, et que le P.S.U. s'efforce de mettre en oeuvre au sein du courant socialiste.

Une stratégie révolutionnaire à l'Université implique deux choix fondamentaux :

I. UNE BASE DE CLASSE

Nous disons que la lutte des classes passe désormais à l'intérieur même de l'Université. Par une telle analyse nous pouvons d'ailleurs mieux comprendre les formes nouvelles de la lutte des classes. On peut mettre en avant trois arguments :

1. la relation entre le système d'enseignement et le système de production s'est renforcée et s'est affinée : l'université devient ainsi un enjeu économique et idéologique essentiel pour la classe dominante, au moment même où la pression économique et sociale fait entrer à l'Université des masses plus nombreuses, et notamment des enfants d'ouvriers et de paysans. D'où l'impératif de la sélection ;

2. il s'est produit une rupture de classe à l'intérieur même du système d'enseignement : le mouvement lycéen et le mouvement étudiant constituent des forces nouvelles qui échappent à l'emprise bourgeoise. On ne peut les définir en termes homogènes (ils ne sont pas d'essence petite-bourgeoise, même s'il s'agit des enfants de la petite bourgeoisie pour un grand nombre) mais en termes de rupture : la notion d' « héritiers » est insuffisante à cet égard. Ces mouvements situent les jeunes négativement, quant à leur position de classe, d'où de nombreuses ambiguïtés (conflits de générations par exemple). Ils ne sont pas ipso facto sur les positions de prolétariat, mais ils ne sont plus sur celles de la bourgeoisie ;

3. l'enseignement de masse suscite des phénomènes de prolétarianisation relative (cf. l'analyse de Bernard Lambert à propos des paysans) : ainsi des auxiliaires, des suppléants et des couches étudiantes que le système capitaliste rend parasites, s'il ne parvient pas à les intégrer totalement (exemple type : les sciences humaines).

On ne peut pas dire que l'Université sert seulement à reproduire la force de travail nécessaire au fonctionnement du système capitaliste. Elle constitue également un moyen d'homogénéisation sociale, sous domination bourgeoise, face au développement des forces productives et face aux pressions culturelles caractéristiques d'une société industrielle.

Dans ces conditions, la lutte à l'Université devient une nécessité pour le combat révolutionnaire. Comme sur d'autres terrains (entreprise, cadre de vie), il est possible de mener des luttes qui déséquilibrent la bourgeoisie et fassent évoluer le rapport des forces en faveur de la classe ouvrière.

II. UNE LIGNE DE MASSE

Nous refusons l'avant-garde universitaire qui serait le fer de lance du mouvement ouvrier.

Nous voulons mettre en action les forces sociales qui apparaissent sur le champ universitaire et provoque les déséquilibres sociaux que l'Université bourgeoise cherche à éviter ou à masquer.

Cette volonté implique une stratégie offensive : une force n'existe pas en dehors de la lutte, où elle se heurte à d'autres forces. Si aucune force progressiste ne se révèle sur le terrain universitaire, ce n'est pas la preuve qu'elle n'existe pas : c'est le signe que la lutte est mauvaise ou que le rapport de forces conduit à l'écrasement ; ce sont alors les choix tactiques qu'il faut mettre en cause.

Le choix d'une ligne de masse pose trois problèmes :

- celui des axes d'intervention ;
- celui des organisations de masse, dans le cadre général du mouvement de masse ;
- celui de la jonction des luttes : à l'intérieur du système d'enseignement et avec les luttes des travailleurs.

Avant d'aborder ces trois points, il convient de faire une remarque sur le choix qu'ont proposé certains, à savoir destruction ou intégration. La proposition d'une stratégie qui vise à la destruction de l'Université est exprimée en général plus clairement, plus directement que celle qui vise à l'intégration des forces progressistes dans les structures universitaires (modèle de participation). L'une et l'autre ont cependant un caractère commun : elles impliquent une vision dogmatique, et non politique. Il n'est donc pas question d'offrir une troisième voie. Il faut se mettre à un autre plan : celui de la réalité donc des contradictions à utiliser et des rapports de force à faire évoluer. On peut être idéologiquement pour la destruction de l'Université et n'en tirer aucune conséquence politique ; on peut même, politiquement, contribuer à la maintenir en se contentant de combats marginaux ou prophétiques (cf. l'action de certains militants contre des locaux de l'Education surveillée, idéologiquement juste, mais politiquement fausse parce qu'incompréhensible). Il faut examiner les conditions réelles de la lutte des classes : on ne peut poser le problème de l'enseignement de l'extérieur, en termes d'institution. L'Université ne peut se traiter comme une simple superstructure analogue ou identique à l'Etat. Il y a une réalité de masse, vécue comme telle par de nombreux travailleurs. Cette réalité est particulièrement sensible au niveau des jeunes enfants (primaire), par la place que l'école occupe dans la vie quotidienne de millions d'individus, par le lieu essentiel qu'elle représente dans un grand ensemble, un quartier, un village.

Cette réalité qui n'est évidemment pas neutre, qui est marquée en profondeur par la lutte des classes nous conduit aussi bien :

- à refuser la participation, qui est la négation des conflits ;
- à refuser l'idée de la base rouge, de l'îlot socialiste, car il sera vite englouti dans la tempête de la lutte des classes ou immobilisera inutilement les militants révolutionnaires.

A. AXES D'INTERVENTION

Il nous faut attaquer l'Université à ses quatre niveaux :

1. **C'est un appareil d'Etat** : on peut y voir assez clairement la forme politique du pouvoir de la bourgeoisie ; on y retrouve toutes les caractéristiques de l'Etat bourgeois (centralisé, hiérarchisé, marqué des valeurs d'ordre, de tradition, de conservation, etc...). Si nous contestons le pouvoir de la bourgeoisie, nous sommes conduits à rechercher la politisation des luttes universitaires, donc inévitablement celle des consciences. Il nous faut mettre en évidence la réalité des conflits au-delà du consensus formel. Notre action à l'Université doit être action de politisation sinon elle sera sans prises sur la réalité, et nous laisserons le pouvoir imposer la politique de la bourgeoisie sous couleur de neutralité.

2. **C'est une institution d'encadrement des jeunes** : cette fonction trouve toute son importance en période de mutations rapides, car les jeunes y sont plus particulièrement sensibles (problèmes d'emploi, conflits de génération, conduites individuelles, etc.). Pour protéger la société, il faut développer toutes les formes d'encadrement, plutôt même que d'intégration : l'école (dont on augmente le niveau d'obligation) et le service militaire. Voir la réforme Debré qui institue l'encadrement continu de 6 à 21 ans.

De ce fait notre action doit viser la libération des jeunes et l'ouverture de l'école. Il faut renverser les valeurs et opérer de façon continue un désencadrement intellectuel et pratique assurer une jonction jeunes-adultes (d'où le rôle des groupes P.S.U. d'établissement, des commissions professeurs-élèves, etc.), une jonction travailleurs manuels et intellectuels (avec les jeunes travailleurs, par des actions communes, par la venue de jeunes ouvriers ou paysans dans les foyers et les locaux scolaires, etc.). Il faut faire entrer dans la

place les conflits réels vécus par les jeunes eux-mêmes ; les cadres n'y tiendront pas.

3. **C'est un lieu idéologique** le fonctionnement du système correspond à celui de la société bourgeoise : règles de hiérarchie, formes de division sociale, etc. (cf. le rapport de la commission sur la fausse neutralité et le compte rendu du stage de juillet 69). On ne sait plus s'il faut parler d'une culture bourgeoise à usage scolaire ou d'une culture scolaire à usage bourgeois. Dans tous les cas, l'école se définit idéologiquement par sa relation avec la bourgeoisie. D'où l'importance des luttes idéologiques :

- sur une base critique : au lieu d'enseigner avec les manuels, enseigner par la critique des manuels : fournir les instruments intellectuels et pratiques de la critique habituer à d'autres critères que ceux du formalisme bourgeois ;
- sur la base d'autres modèles, en sachant éviter les risques d'intégration : modèle scientifique (ex. : données structuralistes, apport des sciences humaines), modèle pédagogique (ex. : pédagogie institutionnelle), modèle politique (ex. : utilisation de la méthode marxiste en lettres, en histoire...). Il s'agit alors d'accroître les contradictions culturelles dans le système et non de reconstruire la totalité d'un autre, enseignement (ce qui impliquerait d'autres bases sociales, une autre « positivité »).

4. **C'est un système de formation et accessoirement** de recherche, en relation plus ou moins directe avec le système de production (au sens large du mot) il assure la reproduction élargie de la force de travail. Deux questions se posent :

- celle de la *qualification* : elle est de moins en moins technique (formation à un métier) et de plus en plus sociale (création de niveaux d'adaptabilité, avec de fortes différenciations).

Le développement des forces productives et la montée du salariat créent des difficultés à la bourgeoisie : elle doit renforcer son contrôle, pour maintenir sa domination. D'où l'importance de la sélection sur des critères sociaux (paliers d'accès à l'enseignement) : les structures de l'enseignement ont été remodelées dans ce sens (cf. l'opération C.E.S., cf. la réorganisation du supérieur et ses conséquences sur le secondaire, cf. les deux types de C.E.T.) ;

- celle de *l'emploi* : ce n'est pas le problème des débouchés, mais celui de l'embauche. Le niveau de qualification garantit seulement le niveau d'emploi, le problème de la formation professionnelle proprement dite se pose au niveau de l'entreprise : ceci est vrai pour le patronat (adaptation au poste de travail), vrai aussi pour les travailleurs (problèmes de reconversion, de promotion, etc.). C'est pourquoi la seule base révolutionnaire est celle du contrôle ouvrier sur l'embauche, la formation professionnelle, la modification des postes de travail, etc.

Dans l'enseignement, c'est à propos de l'orientation des élèves que les luttes doivent se développer : elles permettront une jonction directe avec les luttes ouvrières.

Tels sont les quatre niveaux d'intervention pour les militants du parti. Les luttes offensives qui doivent s'y développer impliquent que l'on prévoit des moyens de défense : d'où la nécessité d'organiser la lutte contre la répression ou la propagande qui s'exerce à ces quatre niveaux :

- répression politique (cf. les suspensions, les exclusions...)
- répression éducative (tabous sexuels ou politiques, campagnes contre la jeunesse dite violente et droguée) ;
- répression pédagogique (soumission aux programmes et aux inspections, interdits et sanctions) ;
- répression économique (fermeture de certaines sections ou d'établissements quand une opposition s'y déclare organisation du gâchis, etc.).

B. LUTTES DE MASSE ET ORGANISATIONS DE MASSE

Il existe trois forces contraires à notre intervention :

- le pouvoir, avec la politique Guichard-Marcellin ;
- le P.C.F. et ses alliés, avec la stratégie de démocratisation ;
- l'anarchisme ou le populisme sur le modèle de la G.P.

Elles nous sont contraires sur des bases tout à fait différentes et il y a entre elles des contradictions absolues : nous nous refusons à utiliser l'une d'entre elles pour lutter contre les autres (à la différence du P.C.F., qui n'hésite pas à s'allier objectivement avec le pouvoir pour lutter contre les « gauchistes » cf sa propagande et sa « participation »). Nous devons lutter sur nos propres bases, en sachant quel est l'adversaire principal (le pouvoir) et en sachant nous battre politiquement contre nos adversaires secondaires.

Pour mener ces luttes de masse, nous ne pouvons nous contenter d'interventions ponctuelles avec un tract de temps en temps pour montrer qu'il y a une certaine continuité.

Nous ne pouvons nous contenter de faire confiance aux masses pour trouver leurs propres formes

de lutte (on a vu dans le secteur étudiant les conséquences de cette illusion : manipulation des C.A. par les divers groupes politiques) : la lutte implique un certain degré de politisation.

Nous ne pouvons nous contenter d'affirmer des positions, face aux masses, en parlant en leur nom : ce ne serait que du verbalisme ou une nouvelle forme de notabilisme.

La lutte révolutionnaire doit résister aux forces mentionnées plus haut et les combattre sur des terrains propices :

- avoir un caractère permanent, seul moyen d'assurer une véritable politisation des masses ;
- permettre des succès qui seront de nouvelles bases d'action ou de prise de conscience : c'est faire monter le niveau des luttes.

Il n'y a donc pas d'action de masse (et à nos yeux la lutte révolutionnaire ne peut se faire en dehors des masses), sans structure de consolidation ou d'appui. C'est ici qu'on rencontre, qu'on le veuille ou non le problème du syndicalisme.

Il faut voir ce qui est en jeu aujourd'hui : c'est l'avenir du mouvement syndical en France, après mai 68. C'est une question fondamentale pour l'avenir de la révolution socialiste. Non pour des raisons théoriques, mais pour des raisons pratiques : en France, les partis sont faibles ; si le P.S.U. cherchait seulement à être, sous son sigle, ou sous un autre, un parti plus fort, il risquerait de passer à côté de la réalité politique, telle qu'elle résulte de l'histoire même du mouvement ouvrier dans notre pays. Nous serons extérieurs à la réalité politique des masses si nous n'avons pas de prise sur les problèmes de l'action syndicale. Tel est le sens du texte voté par le Conseil National de novembre 69. Le problème n'est pas de subordonner le syndicat au parti (et réciproquement) mais de faire la jonction entre l'action syndicale et l'action politique.

Le P.S.U. se refuse au complexe groupusculaire (type Ligue Communiste). Il tire sa valeur révolutionnaire de sa relation avec les forces sociales réelles, sinon il ne serait qu'une quelconque Convention des Institutions Révolutionnaires.

Il faut mener cette bataille en priorité sur le terrain des entreprises. Il faut la mener aussi sur le terrain de l'Université, de la maternelle à la faculté, d'où trois choix :

1. permettre une « rénovation syndicale » : sous des formes différentes, il faut aboutir à un même but, permettre au syndicalisme enseignant de se remettre en cause et de trouver sa jonction avec l'ensemble du mouvement ouvrier ;

2. développer une stratégie minoritaire pour une alternative syndicale correspondant à une orientation politique de type révolutionnaire : ceci implique des regroupements, mais aussi des approfondissements théoriques il faut des luttes communes où s'engagent des militants, qui n'ont pas nécessairement d'appartenance politique précise, mais développent une conscience - même confuse - d'un besoin révolutionnaire, à partir de la situation dans laquelle ils se trouvent (d'où certains aspects réformistes de leurs positions) la minorité n'est pas un but, mais un moyen : elle doit donc s'organiser et rechercher le succès, par une influence grandissante

3. rechercher les interventions les plus utiles, en fonction du rapport de forces et des objectifs poursuivis : ce qui implique la concertation militante sur les problèmes que posent l'action syndicale comme l'action politique, dans le cadre d'ensemble de l'action de masse.

Pour mener la bataille à l'Université, il ne faut certainement pas s'enfermer dans un syndicalisme qui a pris des formes quasi institutionnelles. Si l'action doit être menée sur la sélection, la répression, la culture bourgeoise, la participation, les luttes anti-impérialistes, elle doit l'être de toute manière, au milieu des masses :

- dans le syndicat, quand cela est possible ;
- hors du syndicat et sur des bases spécifiques, quand il le faut, quitte à créer des conflits avec un syndicat sclérosé qui devra bien s'expliquer devant les masses ou par rapport à elles.

S'il y a des conflits, il est nécessaire de mettre au point une tactique adaptée à la situation. Tel devrait être un des rôles des groupes P.S.U. : faire l'analyse des situations et des conflits, dégager aussi la nature des actions et des positions à prendre, examiner la forme des initiatives et des propositions. Une pratique commence d'ailleurs à s'ébaucher cf. certaines actions à l'égard des C.D.A.L., cf. l'exemple de Boulogne-sur-Mer.

Il ne faut pas oublier que l'action syndicale n'est pas la seule forme d'action de masse ; il y a aussi l'action au niveau de :

- *la pratique enseignante* : recherche des actions et des objectifs de rupture, ouverture de certaines perspectives pour un avenir socialiste ;
- *l'intervention politique de masse* : assurer la présence du parti sur le terrain concret de l'Université (établissements et secteurs), expliquer les luttes menées, organiser une action révolutionnaire sous une forme spécifique et sur des bases politiques nettement définies.

C. JONCTION DES LUTTES

La valeur politique des luttes menées dans l'enseignement dépendra essentiellement de leur jonction avec les luttes ouvrières et paysannes, les luttes menées en fonction du cadre de vie et les luttes anti-impérialistes.

Mais pour que le problème de la jonction soit posé sérieusement, un certain nombre de conditions sont nécessaires :

— l'existence politique du P.S.U. dans le secteur, car le P.S.U. sera l'instrument principal de cette jonction ;

— la capacité de mener une action de masse d'ampleur nationale, sur les terrains principaux de l'enseignement ;

— la détermination d'objectifs qui ne soient pas enfermés dans les schémas universitaires, mais soient compréhensibles par les travailleurs et portés par eux : cette perspective implique la critique continue des luttes universitaires, pour permettre dans l'action le contrôle des travailleurs sur l'enseignement qui constituera l'axe principal d'une politique socialiste de l'éducation nationale.

Ces conditions sont encore loin d'être réalisées. Tant qu'il en sera ainsi, le problème de la jonction des luttes ne se posera qu'en termes abstraits en volontaristes. Il dépend de nous que nous puissions le poser concrètement et prioritairement aux prochaines Assises Nationales du P.S.U. sur l'enseignement.

PROBLEMES D'ORGANISATION DU SECTEUR « ENSEIGNEMENT »

Bernard RAVENEL

En préalable aux problèmes d'organisation il faut insister sur l'importance de **l'enjeu politique** constitué par ce secteur. La remise en question du contrôle — économique, politique, idéologique, culturel — du secteur par la bourgeoisie entraîne de multiples formes de luttes de masse nouvelles significatives : l'organisation de ces luttes ne peut donc être improvisée.

Ce qui signifie en outre qu'une **ligne politique** générale cohérente et précise pour le secteur est la condition première d'une organisation sérieuse.

Bien entendu la diversité des éléments concernés nécessite dans l'application de la ligne des tactiques appropriées mais ne peut en aucune manière altérer ou remettre en question la ligne politique générale.

L'organisation dépend enfin de la **volonté politique** des militants d'intervenir dans leur secteur de travail dont la nécessité prioritaire doit apparaître pour chacun.

La conception générale de l'organisation dans le secteur se réfère directement à la conception du mouvement politique de masse, élément de base de la constitution du parti révolutionnaire.

Le contexte actuel peut être apprécié de la manière suivante :

D'abord le passé organisationnel du secteur est plutôt **négatif** : combien de fois l'image extérieure de la présence du P.S.U. dans le secteur a été donnée par des militants connus dont la ligne politique d'ensemble était variable selon les régions, les hommes et les tendances syndicales ! De ce kaléidoscope d'opinions peut-on dire que le P.S.U. est sorti renforcé, c'est-à-dire crédible ? Bien sûr que non.

Or, parallèlement, l'organisation du P.C. offrait du point de vue du fonctionnement et de la forme une image autrement plus cohérente et efficace même si elle couvre des pratiques et une politique très discutables.

L'inexistence organisationnelle réelle du P.S.U. laissait en fait au P.C. le monopole de l'intervention politique dans l'enseignement.

Or à l'heure actuelle la prise en charge par le P.C. de nombreuses organisations de masse dans le secteur appliquant à travers elles sa stratégie totalement réformiste nous oblige, face à un mécontentement grandissant et à une volonté de radicalisation des luttes d'une partie de la base, à une intervention politique à tous les niveaux. La répression grandissant nous pose aussi des problèmes politiques et organisationnels tout à fait urgents.

Donc une fois rappelés nos buts généraux (politisation progressive des mouvements de masse, et nos méthodes : il ne s'agit pas de nous ériger en penseurs du mouvement de masse, extérieurs à l'action mais nous devons être des militants politiques au service d'une organisation de masse dont l'autonomie de décision doit être sauvegardée absolument) il s'agit de définir notre organisation.

A la base — au niveau de l'établissement ou de plusieurs établissements d'une localité ou d'un canton — il faut une structure souple d'intervention cherchant sur place les meilleurs moyens pour aboutir au but recherché. Cette structure doit être en même temps suffisamment **homogène** pour donner une image claire — « univoque » — de notre intervention.

Un groupe politique d'établissement rassemble tous les militants de l'établissement.

Bien entendu la double connaissance approfondie de la ligne politique et du milieu de travail permet seule un travail efficace et une application différenciée selon les endroits et selon les mouvements de masse existants.

Le groupe doit être capable soit d'impulser des luttes en leur donnant leur signification d'ensemble, soit de restituer dans la stratégie générale du Parti les actions déclenchées en dehors de lui.

Le cadre ainsi proposé doit permettre en même temps de faire une réévaluation permanente des axes et des formes de luttes et des formes d'organisation. L'essentiel étant d'en faire bénéficier le Parti.

Précisément les groupes d'établissement doivent être reliés d'une part à un collectif départemental — ou régional — d'enseignement et d'autre part avec la section locale.

Avec celle-ci en cas de luttes envisagées ou en cours dans le secteur, la discussion doit porter sur l'explication politique des luttes, sur la tactique employée, sur la façon de populariser les luttes sur l'extérieur. Il semble difficile d'envisager un contrôle politique absolu de la part de la section mais celle-ci doit pouvoir a posteriori exiger des explications.

Il est nécessaire, croyons-nous, de laisser une certaine autonomie politique et tactique des groupes par rapport à la section, celle-ci devant cependant pouvoir apprécier en particulier par rapport à la classe ouvrière le travail politique des groupes.

Au niveau national doit exister un collectif représentant les différents secteurs d'enseignement — des lycéens jusqu'aux enseignants du supérieur. Ce collectif doit être désigné par les différents groupes et responsable politiquement devant le Bureau National. Un Conseil National « Enseignement » trimestriel assurerait le lien entre la base et le sommet pour apprécier le travail fait et définir les axes de lutte immédiats.

Tout ceci nécessite des efforts financiers et politiques. L'efficacité d'une organisation de ce type est liée directement à la cohérence d'une politique et à la cohésion des militants.

Béhar pose le problème de l'organisation en ces termes :

Un militant politique dans un lycée à quoi ça sert ?

Une plate-forme doit avoir des **objectifs unifiants** : donc quelle est la forme d'organisation nécessaire pour la mettre en oeuvre ?

Pour les objectifs spécifiques : un groupe d'établissement.

Pour les objectifs non spécifiques il faut rassembler tout le monde sur des objectifs externes.

Un groupe d'établissement doit faire l'analyse concrète de la situation où il se trouve avec les outils théoriques à sa disposition pour intervenir par des propositions militantes dans les organisations de masse, ensuite savoir ce que sont devenues ces propositions acceptées ou refusées ? En discuter collectivement pour tirer les leçons.

Il faut aussi envisager les formes d'expression de ces groupes dans la participation des militants aux débats internes du syndicat, dans les réunions de divers groupements, par tracts, par journaux.

Il faut enfin situer la place du secteur universitaire dans l'ensemble du Parti. Qui dirige politiquement le secteur ? Quelle est la marge d'autonomie du secteur ?

L'essentiel est de travailler en liaison avec les éléments extérieurs à l'établissement pour porter les problèmes à l'extérieur.

RAPPORT N° 1

Fausse neutralité de l'enseignement

Le problème de la fausse neutralité pose celui de la notion de laïcité et de l'évolution de cette notion. Le problème de la laïcité de l'enseignement est vécu par l'Enseignant :

- à l'intérieur, au niveau de la classe et de l'établissement ;
- à l'extérieur, par exemple dans les rapports des enseignants P.S.U. avec les C.D.A.L. Or le mot laïcité n'a pas la même valeur pour le C.N.A.L. et pour le P.S.U.

Pour le C.N.A.L. la définition de la laïcité répond à une plate-forme élaborée en 1967 qu'il n'est pas question de remettre en cause, pour des raisons stratégiques, ou de peur de provoquer des difficultés syndicales...

Cette laïcité est basée sur l'anticléricalisme. Elle se manifeste donc par une attitude anti-cléricale, certes justifiée et propre à être appuyée dans de nombreux cas (loi Debré, crédits Barangé) mais qui devrait pouvoir être dépassée, si l'on veut bien prendre conscience qu'il ne faut pas remplacer un cléricisme par un autre ou par un avatar du même (voir morale judéo-chrétienne enseignée dans les écoles primaires, par exemple).

Elle se manifeste aussi par une attitude négative vis-à-vis de trop de problèmes fondamentaux, car elle veut éviter tout ce qui peut provoquer des remous.

Ce second aspect nous a conduits à un bref rappel historique des conceptions de la laïcité positive au XIX^e siècle parce qu'elle est alors une laïcité de combat, répondant à des nécessités du moment, positive donc, en dépit de tout ce qu'on peut y relever de caduque aujourd'hui, elle est devenue, dans la période de l'après-guerre 14-18, beaucoup plus neutraliste, parce que conservatrice de l'ordre établi ; elle admet ou suscite chez l'enseignant une sorte d'auto-censure (pression des interdits, des livres, des institutions, des volontés de la classe dominante) que celui-ci, sous couleur de paix sociale, exerce sur son propre discours.

La position du militant P.S.U. est sensiblement différente. Pour lui, la laïcité doit être à nouveau positive, branchée sur les nécessités et les problèmes de l'heure elle doit être militante, c'est-à-dire proposer et faire naître l'attitude mentale d'une critique qui refuse la censure, dévoile les mythes et les faux-semblants ; elle veut militer pour la liberté d'expression, promouvoir des valeurs fondamentales aptes à permettre à l'individu de se déterminer lui-même et d'agir sur la réalité qui l'entoure. « Nous devons être laïques socialistes et non laïques républicains. »

Les modes d'action.

Etant entendu qu'il est impossible, voir nocif d'être neutre (sommes-nous là pour servir notre petite marchandise à l'élève-client, ou bien pour aider au développement de l'enfant ?) l'un de nous a proposé l'attitude suivante :

- dénoncer publiquement la duperie de la fausse neutralité et la censure existante ;
- d'une part, par l'entremise d'organismes constitués comme le C.N.A.L. (et il y aurait là tout un domaine d'action à prévoir) ;
- d'autre part, par notre propre position dans la classe. Position selon laquelle notre « discours ne serait pas neutre, mais délibérément engagé et rigoureusement fondé. Et là, doit-on ou non « annoncer la couleur », dire dans quel mouvement de pensée on se situe ? (il sera répondu à cette question un peu plus tard : nous n'avons pas plus à « annoncer la couleur » que ne l'annonce tout le système actuel).

A ce stade de la réflexion, une question primordiale se pose : pouvons-nous maintenir ces deux pôles de notre activité :

- *la contestation fondamentale ;*
- *la modification de la pratique enseignante.*

Pour le 1er point, nous avons vu la nécessité de travailler contre la censure actuelle, puisque tout ce qui est politique et social est pratiquement exclu : des initiatives possibles avant mai 68 se heurtent maintenant à la « répression » sous différentes formes (et chacun a un ou des exemples à proposer). Il y a là un foyer de

conflits qui couve. L'action du P.S.U. doit être de ne pas dissimuler les points de friction, mais au contraire de les mettre en évidence (avec prudence !), d'utiliser ces conflits pour une prise de conscience du caractère fictif de notre liberté pédagogique. Dans cette optique, l'expérience montre qu'il vaut mieux amener les gens à découvrir les choses qu'affirmer dogmatiquement les mêmes choses.

Voilà donc un domaine où la contestation fondamentale peut s'exercer.

Le second pôle : modification de la pratique enseignante : nous l'avons seulement effleuré.

Il importe de substituer une pratique à une autre. Laquelle ? Cette pratique nouvelle peut être basée sur la recherche pédagogique, la réflexion sur de nouveaux rapports maître-élève dans la classe et hors de la classe. (Ici le rôle des foyers socio-éducatifs nous a arrêté un moment ; leur efficacité est fonction de bien des facteurs et ne semble pas évidente à tous). Dans la classe, la pratique nouvelle ira dans le sens de classes constituées en tant que groupes et agissant selon leur propre dynamique, pour permettre aux élèves de se libérer des institutions actuelles. A une échelle plus immédiate encore, elle consiste en actions concrètes menées à partir de l'établissement scolaire replacé dans son contexte social et économique (CET. Chambéry et son environnement d'usines par exemple). Dans un avenir plus lointain cette fois, on peut se demander si l'enseignant pourra continuer d'exister en tant qu'enseignant seulement. Poser le problème de la fausse neutralité, c'est poser le problème du statut de l'Enseignant.

En conclusion, deux éléments se sont dégagés

1. On ne peut se désintéresser ni de ce qu'on enseigne, ni de la manière dont on l'enseigne. D'où la nécessité de changer et contenu et méthodes.

2. Mais ce type d'action doit répondre à une action concertée et se faire collectivement, dans chaque établissement, avec les autres établissements, et avec la cité : les problèmes de la cité doivent entrer à l'école, par l'intermédiaire de groupes de style nouveau, au niveau du quartier par exemple.

On doit dénoncer la fausse neutralité, mais l'action ne doit pas s'arrêter là.

RAPPORT N° 2

Pression capitaliste sur le système d'enseignement

Pour clarifier la discussion, la commission a décidé de séparer les différents secteurs, et plutôt que de raisonner sur les différents ordres d'enseignement, nous nous sommes basés sur la classification de Badiou, tout en y apportant quelques critiques et quelques compléments.

Rappelons que Badiou distingue quatre appareils scolaires distincts et étanches, qui scellent les différences entre les devenirs de classe des élèves, ce qui enlève tout sens à la théorie de la démocratisation de l'enseignement puisqu'il n'y a en fait pas de pyramide.

Nous allons donc étudier comment la pression capitaliste s'exerce sur ces appareils.

1) APPAREIL PRIMAIRE PROFESSIONNEL

Cet appareil comprend l'enseignement primaire et les classes pratiques. Il est destiné à la reproduction de la main-d'oeuvre ouvrière peu ou moyennement qualifiée.

Si on met à part les classes pratiques dont le rôle est indiscutable, il peut sembler qu'il y a là une contradiction en ce sens que la plupart des enfants, enfants de bourgeois y compris, passent par l'enseignement public primaire.

Mais il apparaît que l'école primaire a un double rôle. D'une part elle véhicule un savoir et une idéologie de classe, mais surtout elle joue un rôle de filtre. Les effets sont donc différents suivant l'origine de classe des écoliers.

Contrairement aux autres appareils, l'école primaire n'est l'objet que de très peu de transformations véritables. Il semble donc qu'elle corresponde telle qu'elle est aux besoins du capitalisme.

Signalons cependant l'introduction généralisée au C.P. l'an prochain des « Mathématiques modernes ». Il semble que ceci corresponde à des besoins nouveaux du capitalisme avancé — développement de l'esprit de logique et d'analyse, formation accélérée de programmeurs, etc. — Il pourrait là y avoir une contradiction car on risquerait de développer l'esprit critique des élèves, mais il semble que ce risque est très minimisé par l'absence de formation des maîtres aux nouvelles méthodes pédagogiques, ce qui vise en fait à ne rien changer quant à l'esprit même de l'enseignement.

2) APPAREIL MODERNE-TECHNIQUE

En gros, les premiers cycles secondaires, les CET et les lycées techniques, appareil qui serait chargé de former une « élite ouvrière ». (Ce terme semble à l'heure actuelle extrêmement vague).

Il est incontestable que l'enseignement technique est sous l'emprise directe du patronat (taxes d'apprentissage, fixation des programmes, participation aux jurys d'examens, etc.), mais il est intéressant de se demander quels sont, à long terme, les buts du capitalisme.

La couche la plus avancée du patronat ne peut s'accommoder des déchets de l'appareil scolaire actuel. Elle préfère une formation polyvalente. A la limite, elle chercherait peut-être l'unification du technique et du secondaire classique.

Mais il y a à une contradiction avec le patronat archaïque. En témoigne le refus de ce patronat de reconnaître les B.E.P. et les baccalauréats de techniciens mis en place pour faire pression sur le capitalisme et le forcer à se moderniser.

Il reste que le patronat, par le jeu de la carte scolaire, aménagée en fonction des débouchés proposés par le patronat, des stages, des conférences faites aux élèves, et surtout du contrôle absolu de l'embauche, quels que soient les diplômes, tient cet appareil sous sa dépendance directe.

LES I.U.T.

Ils sont difficiles à situer dans la classification de Badiou. On ne sait pas très bien à quoi ils correspondent si ce n'est que le V^o plan les prévoyait beaucoup plus nombreux. Ils ne sont pas reconnus dans les conventions collectives.

Là aussi, ils ont été créés au niveau du gouvernement pour accélérer la reconversion de l'économie, mais le patronat archaïque n'a pas suivi. Les I.U.T. ne peuvent donc fonctionner en ce qui concerne les débouchés et l'embauche que s'ils sont complètement livrés au contrôle patronal.

Il se greffe là-dessus un problème idéologique. Logiquement les diplômés des I.U.T. devraient être recrutés au niveau cadre, mais l'encadrement idéologique ne donne pas au patronat des garanties suffisantes.

Il y a en fait inadéquation au marché de l'emploi. Cette masse d'inadaptés peut apparaître comme « dangereuse », mais elle est nécessaire, et il ne faut pas surestimer la possibilité de stratégie cohérente du capitalisme.

3) SECONDAIRE SUPERIEUR

Il se pose là un problème de savoir si le capitalisme cherche à rentabiliser certains de ces secteurs ou au contraire à laisser pourrir. Il faut noter que nombre d'étudiants de cet appareil font par ailleurs des études dans des écoles parallèles (impôts, banques...).

Deux secteurs semblent surtout intéresser le patronat : la faculté des sciences, pour la recherche appliquée, et celle de Droit pour les services de contentieux.

Avant de passer au quatrième appareil, notons que d'une part, la distinction n'est pas toujours très nette (Science éco. ?), et qu'il existe de nombreuses boîtes privées du type CEGOS qui forment des cadres, agents techniques, etc., et qui ont un rôle idéologique tellement important qu'on ne le confie pas aux facultés.

4) APPAREIL DOMINANT

(Grandes Ecoles, Médecine, Droit...) chargé de former les cadres supérieurs. Il est très protégé par le capitalisme privé, notamment par les toutes puissantes associations d'anciens élèves, et s'il doit faire face à quelques difficultés (certains professeurs ont un enseignement trop rétrograde, certaines écoles sont encore trop archaïques), il fait l'objet d'une attention très particulière, dont témoigne par exemple la récente réforme de l'X.

CONCLUSIONS

Quels axes de lutte peut-on dégager de cette analyse ? Il semble d'abord qu'une action des enseignants seuls est forcément étroite et limitée. Certains problèmes (carte scolaire, formation professionnelle, embauche) devraient être étudiés avec les lycéens et les travailleurs. Néanmoins, il semble qu'on puisse mener des luttes sur :

- Le problème des débouchés et de l'emploi (mise en évidence des contradictions).
- La dénonciation et la démystification des nouveaux organismes mis en place par l'état pour l'orientation (O.N.I.S.E.P. et C.E.R.Q.). Il faut mettre sur pied une véritable contre-information en accord avec les syndicats ouvriers, les groupes d'entreprise, etc...
- au niveau de la sélection, il faut distinguer entre les arguments de « niveau » et les arguments de pseudo rationalité économique. Il faut mettre les enseignants face à leurs responsabilités et ne leur faire prendre de décision qu'en fonction de ce qu'ils connaissent. Les justifications économiques « ne doivent pas être considérées comme valables. Il faut notamment démystifier la rationalité devant les A.P.E. Enfin il faut lier le maximum de problèmes (exemple, la carte scolaire) au contrôle ouvrier.

RAPPORT N° 3

Enseignement et état : le problème du contrôle

INTRODUCTION

Une *observation* : si l'on considère l'ensemble des militants P.S.U. dans le monde de l'enseignement, on est frappé par le manque de cohésion : il arrive même que des militants P.S.U. se retrouvent sur des positions contradictoires : deux exemples pour illustrer ceci :

Exemple 1 : pendant le congrès du S.N.E.Sup, les voix P.S.U. se dispersent sur trois listes.

Exemple 2 : au niveau du P.S.U., certains élèves participent, d'autres pas, il en est de même pour les profs, les étudiants, et les parents.

Pour trouver une ligne plus cohérente, nous avons fait un essai de détermination collective des mots d'ordre, par rapport à la stratégie du parti. Pour ce faire nous avons adopté un plan en trois parties :

1. Appareil d'enseignement - appareil d'état
2. Contrôle de qui ? par qui ? sur quoi ?
3. Participation.

1. APPAREIL D'ENSEIGNEMENT ET APPAREIL D'ETAT

Définition de l'appareil d'Etat : Ce sont les moyens qu'a la bourgeoisie d'assurer sa domination et une certaine homogénéité, et de diffuser son idéologie de classe dominante.

Posée cette définition, il est évident que l'appareil d'enseignement est totalement inclus dans l'appareil d'Etat : en effet l'école est l'instrument qui élabore, qui diffuse, qui reproduit l'idéologie bourgeoise.

Puisque l'appareil d'enseignement est inclus dans l'appareil d'état, il est clair :

- que la lutte des classes passe par l'université,
- qu'il faut détruire la machine d'enseignement.

Comment détruire cette machine :

- en bloquant la machine (c'est la méthode de la Gauche Prolétarienne : on en connaît les résultats : la minorité se retrouve isolée) ;
- instaurer l'autogestion ? on sait qu'un îlot de socialisme n'est pas viable dans un état capitaliste ;
- défendre l'université critique ? c'est courir le risque réformiste.

En effet, on s'attaque aux formes, non aux structures.

Comment, pour nous P.S.U., détruire la machine ?

- en modifiant fondamentalement les rapports « maître-élèves » ;
- en combattant l'idée que l'école est un îlot « neutre » dans la société capitaliste, sans rapport avec la production ;
- en dénonçant les examens par rapport à l'inclusion dans la société.

Ces trois axes de lutte débouchent sur le terrain de la pédagogie, et l'on retrouve le problème capital: EXISTE-T-IL UNE PEDAGOGIE REVOLUTIONNAIRE, QUI ECHAPPE A L'INTEGRATION OU A LA RECUPERATION ?

2. LE CONTROLE

La Commission n'a pu aborder le problème à cause du manque de temps. Elle a fait deux observations :

- nécessité de contacts avec les agents de l'établissement ;
- nécessité d'un contrôle des travailleurs (au sens large, c'est-à-dire, ceux qui ont des enfants ou ceux qui n'en ont pas).

Quelles sont les voies possibles ?

Imposer le contrôle

- sur les effectifs,
- sur les locaux,
- sur l'orientation,
- sur la sélection,
- par le refus d'inspection.

Il y a donc ici nécessité de définir la position sociale de classe de l'enseignant et sa position par rapport à la production.

Autre problème : comment relier l'enseignement à la production, sans risque de récupération par le patronat (problème de la relation économie - pédagogie).

3. LA PARTICIPATION

Question : Est-il concevable que des révolutionnaires gèrent l'université bourgeoise ?

Voyons les buts de la participation :

elle vise :

- à rechercher une alliance de classes (cogestion), totalement opposée à notre volonté (lutte de classes) ;
- à faire cautionner la politique du gouvernement par les intéressés eux-mêmes ;
- à anesthésier les élans révolutionnaires en leur donnant l'illusion de la voie réformiste.

Remarque :

La participation est une tactique globale d'intégration (C.T.G., C.A., Contrats de progrès). On la retrouve à tous les niveaux de l'enseignement.

Néanmoins ce problème est perçu différemment des maternelles à l'université : à l'université, la participation est un point tactique capital. Il est vrai que pour les maternelles, il n'en est pas de même.

— Pour le Supérieur, la solution est claire : tout étudiant et tout professeur se revendiquant du P.S.U., **NE DOIT EN AUCUN CAS PARTICIPER.**

— Pour le Secondaire, certains camarades ont justifié la participation comme un moyen d'empêcher la répression par rapport aux lycéens.

Il y a donc trois cas à envisager :

- le rapport des forces dans le lycée est nettement favorable : il est inutile de participer. Le mouvement de masse suffit à contrer la répression ;

— le rapport des forces dans le Conseil d'Administration est nettement défavorable : la participation est inutile ;

— le rapport des forces est tel que la présence au C.A. peut influencer sur les mesures de répression. Dans ce cas, la participation peut se justifier, mais doit être démythifiée.

En aucun cas, la participation d'un P.S.U. ne doit valoriser un C.A. ou servir de caution au C.A.

De même, le BOYCOTT ou la PARTICIPATION DOIVENT *TOUJOURS* être expliqués aux yeux des masses.

Quels sont les axes de lutte pour la rentrée ?

Le but à atteindre est sans doute aucun le *BOYCOTT GENERALISE* des structures participationnistes.

Dans le Supérieur : BOYCOTT ABSOLU.

Pour le Secondaire, ce but pourrait être atteint par le biais d'un calendrier progressif.

COMMISSION I

A - LUTTES INTERNES ET LUTTES EXTERNES (résolution)

Le secteur enseignement a lui aussi à combiner les luttes internes et externes à l'appareil universitaire.

Car certains objectifs ne peuvent être atteints que par une lutte d'ensemble des travailleurs et du peuple.

Exemple :

parents d'élèves, sans pour autant refuser d'y militer.

— la formation des enfants du premier âge (maternelles) ;

— la formation professionnelle et la déqualification ;

— la lutte idéologique contre le conditionnement de l'école ;

— la formation à la critique et à l'organisation collective préfigurant la démocratie prolétarienne ;

— le type d'établissement scolaire, en fonction de la population.

Par ailleurs, les luttes menées sur la Production s'orientent aussi vers des objectifs externes :

— lutte pour le contrôle ouvrier sur la formation professionnelle .

— lutte contre le conditionnement de l'école ;

— lutte contre le mandarinat des enseignants en milieu rural.

Dans tous les cas, l'analyse de classe montre que l'adversaire principal reste le capitalisme, mais qu'il existe des adversaires secondaires (l'appareil scolaire, le patronat). De même il existe des contradictions secondaires entre travailleurs, enseignants et élèves qui peuvent se résoudre par la discussion, le désir d'unité et l'action. A partir de chaque cas concret, il est possible de réaliser cette jonction :

— au niveau local : par les groupes de quartier et les groupes de jeunes ;

— au niveau de l'entreprise par l'action en commun des groupes enseignants, de quartiers et des groupes d'entreprises.

Par exemple :

— lutte commune des élèves de C.E.T., enseignants et jeunes travailleurs contre les manipulations du C.A.P., le niveau d'embauche et le contenu de la formation, par le contrôle de la taxe d'apprentissage versée par le patronat ;

— lutte commune des enseignants et des travailleurs dans le quartier pour la lutte idéologique contre le conditionnement scolaire (tract ou journal rédigé en commun, groupe réunissant des travailleuses et des mères pour expliquer les enjeux et agir, etc...) ;

— l'explication du type d'action interne sur l'école, à l'extérieur (en particulier par le libre débat politique et syndical).

Nous refusons de nous enfermer dans les problèmes à référence purement scolaire et les assemblées de parents d'élèves, sans pour autant refuser d'y militer.

Le débordement ne peut se faire qu'à partir de l'action conjointe des travailleurs et des enseignants hors des appareils préfabriqués, dans la lutte sur le cadre de vie par exemple.

La résolution des contradictions se fera par un mouvement dialectique unissant luttes internes et externes, c'est-à-dire en introduisant dans la lutte à l'école les objectifs fixés en dehors et réciproquement.

B - LES RELATIONS EXTERIEURES AU SYSTEME D'ENSEIGNEMENT (rapport)

1° DEFINIR L'ECOLE A PARTIR DES BESOINS DE LA CLASSE OUVRIERE

De plus en plus les travailleurs et surtout les jeunes sont amenés à intégrer dans leurs revendications la dénonciation de l'institution scolaire. Celle-ci est en effet spontanément perçue en liaison avec les besoins du capitalisme qui « éduque » la classe ouvrière pour faciliter son exploitation.

Sur un simple plan budgétaire l'Etat du néo-capitalisme peut rattraper indirectement sur le dos des travailleurs les augmentations de salaires qu'il a dû concéder (rentabilisation et dégradation des conditions d'enseignement depuis Grenelle).

Entre les structures de production et leur répondant dans l'appareil scolaire il faut obtenir un va-et-vient dans les luttes du prolétariat : dévoilement des relations de production à partir des outils d'analyse critique que les enseignants révolutionnaires peuvent contribuer à préparer, d'autre part contestation politique de l'appareil scolaire à partir des revendications ouvrières actuelles. Ce va-et-vient qui peut préfigurer la fonction éducative en système socialiste est dès maintenant un instrument de lutte.

Après l' Université Critique puis « l'Université Populaire », se dessine actuellement la conception de « l' Université hors les murs ».

2° LA FORMATION PROFESSIONNELLE

C'est un instrument essentiel aux mains du capitalisme qui, pour s'approprier la plus-value, s'assure d'une part la reproduction élargie des forces productives et d'autre part le contrôle politique sur l'organisation du travail (apprentissage des relations de production et formation idéologique).

A cela les travailleurs peuvent répondre dans les entreprises par la stratégie du contrôle ouvrier en imposant une modification de l'enseignement dispensé (y compris par la F.P.A.).

Dans l'enseignement technique.

Les ouvriers directement productifs contestent l'enseignement des C.E.T. Prendre ce point de départ permet de se débarrasser d'un bon nombre de préjugés pédagogiques sur la formation générale. Il ne faudrait pas toutefois en conclure par le rejet en bloc de toute fonction éducative au profit d'une formation étroitement adaptée à la production.

A partir du fait que constitue la déqualification plus ou moins systématique des élèves à la sortie des C.E.T. (par exemple les titulaires du C.A.P. sont engagés comme OS. chez Citroen) on peut mettre en évidence non seulement les méthodes habituelles du patronat mais aussi l'inadaptation de l'enseignement technique sans entrer dans une perspective réformatrice. Il est en effet de première nécessité pour le jeune ouvrier de maîtriser les techniques de production pour mieux résister à l'exploitation dont il est l'objet.

En demandant par exemple le retour périodique des P.T.A. à la production, on pourrait par ailleurs éviter que leur syndicat soit parmi les plus réformatrices.

Il est possible d'obtenir dans les C.E.T. et Lycées techniques une mobilisation comme lutte préventive contre l'exploitation sur les lieux de travail lorsqu'il n'y a qu'un débouché local unique contrôlé par un patron ou une entente patronale connue.

Dans le domaine du placement professionnel des jeunes l'inadaptation entre les offres et les demandes d'emploi est dénoncée par tous les technocrates sans que le capitalisme puisse y porter remède. En effet le patronat traditionnel refuse toute possibilité réelle d'information et d'intervention aux services du ministère du travail qui sont de ce fait inefficaces. D'autre part les jeunes n'ont aucune confiance dans ce qu'ils perçoivent comme un instrument de manipulation que le néo-capitalisme voudrait perfectionner.

3° LE CONDITIONNEMENT IDEOLOGIQUE PAR L'ECOLE. LA LUTTE POUR UNE FORMATION CRITIQUE

C'est le mouvement paysan qui, à travers le livre de Lambert a mis en évidence récemment le rôle dictatorial toujours actuel de l'instituteur sur la commune rurale. Il faut débattre de la formation des maîtres à partir de telles réalités, et faire prendre en charge par exemple la revendication d'un mode unique de recrutement de tous les enseignants par les paysans et les ouvriers eux-mêmes.

Le groupe de l'Ecole Moderne a déjà fait l'expérience de tables rondes où ont lieu de fructueux échanges avec les travailleurs.

Dans les établissements secondaires l'introduction des délégués de classe qui a été faite dans l'optique de la Participation peut servir par exemple à l'éducation critique sur le rôle des délégués du personnel avec sa signification de défense collective et ses dangers de bureaucratisation.

4° L'ORIENTATION, LA SELECTION, L'INFORMATION

C'est maintenant une fonction organisée de l'appareil scolaire qui doit aider à la reconversion économique dont le capitalisme a besoin pour survivre. Ces problèmes concernent directement les travailleurs comme parents d'élèves. Ils cherchent avant tout une solution individuelle, mais seront réceptifs à une explication politique si l'on montre qu'elle est la seule fondamentale.

Par exemple l'implantation de CES. comportant proportionnellement un grand nombre de sections courtes et de classes de transition-pratique dans les quartiers ouvriers et les zones rurales est la démonstration claire d'un enseignement de classe.

Sans entretenir les illusions des parents d'élèves sur la carte scolaire, on peut l'utiliser pour montrer que l'implantation des établissements techniques se fait non en fonction des choix professionnels des élèves, mais des désirs du patronat local.

5° LE ROLE DES PARENTS . LES MATERNELLES

Dans le processus de conditionnement des futurs travailleurs à leur exploitation, la responsabilité de la famille est aussi importante que celle de l'école.

On ne pourra obtenir qu'une attitude conservatrice si l'on s'adresse aux parents d'élèves à travers l'institution familiale. Or les APE. s'inscrivent spontanément dans ce cadre, leur politisation n'intervenant que dans un second temps.

C'est pourquoi même si nous devons dénoncer l'attitude pro-gouvernementale et généralement réactionnaire de la fédération Armand, nous ne pouvons nous contenter de favoriser la fédération Cornec. C'est directement aux travailleurs dans leurs responsabilités de parents qu'il faut s'adresser et il est possible de trouver pour cela un autre terrain que les conseils d'administration des établissements scolaires.

Le problème des maternelles permet de porter la contestation du système scolaire dans les usines ou les quartiers sous une forme mobilisatrice, spécialement pour les femmes travailleuses. Il faut démystifier l'école maternelle comme garderie en utilisant au besoin des débats d'information pour changer l'attitude des ouvriers sur la première enfance Ce travail par journaux, tracts, etc., sera d'ailleurs l'occasion d'utiliser un langage commun entre enseignants, étudiants et ouvriers.

COMMISSION II

PRATIQUE ENSEIGNANTE ET ACTION POLITIQUE

La commission dégage deux axes de recherche.

- I. — LA CRISE DE L'ENSEIGNEMENT,
- II. — RECHERCHE DE SOLUTIONS,

à court terme : pédagogiques,
administratives ;

à long terme : recherche d'une conception possible d'un service éducatif en société socialiste.

I - la crise de l'enseignement

L'ECOLE EST UN MICROCOSME SOCIAL DE TYPE BOURGEOIS : elle offre une préfiguration de la société bourgeoise, notamment à travers son organisation hiérarchique.

DU POINT DE VUE ECONOMIQUE son rôle est clairement défini (préambule du VI^e plan) dans le cycle de production :

- elle représente l'investissement travail,
- elle garantit le profit futur,
- elle est organisée en vue de ce profit.

DU POINT DE VUE SOCIAL elle doit favoriser l'intégration de l'individu dans la société.

D'où ses caractères :

1° ELLE EST OPPRESSIVE

a) Par sa DISCIPLINE : le rapport maître-élève est un rapport d'autorité.

b) Par son LANGAGE : (celui des XVIII^e et XIX^e siècles) qui installe un clivage entre le langage du manuel scolaire et celui de la vie courante, dont l'un est présenté comme supérieur à l'autre et imposé comme modèle à acquérir :

— la majeure partie du temps scolaire est consacré à ce travail et l'enfant est ainsi privé de toute possibilité d'expression : il n'en a plus le temps, ni la liberté ni le désir, parce qu'on lui impose un langage qui n'est pas le sien (décalage, inhibition) ;

— l'enfant socialement favorisé s'adapte mieux à cette école (ségrégation sociale).

c) Par son CONTENU : Culture de classe, d'où les sujets intéressant les jeunes sont soigneusement expurgés — (actualité politique — sexualité — recherche et formulation d'éthiques et d'esthétiques adaptées à notre temps). Ces thèmes sont tabous, parce qu'ils introduisent une contestation de l'idéologie dominante. Les thèmes retenus excluent les problèmes de classe et de lutte pour la vie — s'ils apparaissent, c'est sous un aspect mystifiant.

2° Elle est ALIENANTE : elle propose aux élèves des notions, une culture qui les déracinent de leur milieu naturel. Exemple : télévision scolaire africaine, proposant aux noirs des modèles bourgeois occidentaux.

3° Elle CONDITIONNE l'élève en vue de son ADAPTATION PASSIVE à la société actuelle.

Le corps enseignant, vecteur de ce dressage, en est lui-même la première victime :

Elevé dans, par, pour l'école dès ses premières années — protégé de toutes parts, membre des organismes de sécurité professionnels — choisi comme « le meilleur » de sa classe sociale, et digne de transmettre la culture qui lui convient (concours) — il est fier de ce choix qui le met à part. Il tient à l'honorer et à le faire honorer, pour justifier la confiance de la société traditionnelle.

Il lui faut de rudes secousses (bonne foi du débutant, échecs pédagogiques et administratifs, contacts sincères avec le prolétariat, mai 68), pour prendre conscience de son conditionnement et tenter de le rejeter.

II - recherche de solutions

Il ne saurait y avoir de solution dans le cadre du régime actuel. Mais il est important d'ouvrir des brèches dans l'édifice et de se préparer à l'école socialiste.

A. — A COURT TERME

a) RUPTURES PEDAGOGIQUES

1. Introduire des éléments neufs dans l'enseignement (problèmes actuels et réels de la famille, du travail, de l'urbanisme, des rapports sociaux...),

— dans un langage approprié aux besoins d'expression des élèves.

2. Refuser le plus possible le morcellement en disciplines étanches (exemple : la châtaigne, étudiée en elle-même ou dans un cycle Production - Consommation).

3. Développer l'esprit critique. C'est-à-dire :

— distinguer nettement la critique littéraire ou philosophique de la société capitaliste bourgeoise (référence à des normes admises et indiscutées) de la critique socialiste, qui consiste peut-être en une recherche des circonstances qui expliquent le fait étudié, pour tenter de comprendre son importance et son influence, et se trouver en mesure de juger et d'agir (c'est-à-dire : se former et former les élèves à la critique dialectique).

Ce qui aboutit à :

1. *Une prise de conscience nécessaire*, dont le premier signe est la transformation du rapport enseignant-enseigné.

2. *Changer ce rapport*. Employer les méthodes de non-directivité, tenir compte de la pédagogie institutionnelle : c'est l'attitude vraie de l'adulte qui est déterminante.

3. *S'appuyer* systématiquement sur le besoin de croissance du jeune. Il est un être complet, physique, intellectuel, social. Il veut découvrir et expérimenter — lui redonner la parole, le laisser s'exprimer sans l'inhiber par des normes de langue, de morale, de conduite...

4. *Faire éclater délibérément des crises* :

a) petites classes — provoquer des réactions et des jugements d'élèves devant les erreurs du maître qui ne doit plus être infaillible. (Fautes d'orthographe, erreurs de calculs, trous de mémoire...);

b) grandes classes — provoquer des réactions et des jugements d'élèves devant les incohérences d'une société — qui ne doit plus être intangible. (Etude dialectique d'un programme découpant le passé en tranches, ou d'un mot tel que « participation «...).

Ne pas craindre de dire : « je me suis trompé. Excusez-moi »/

b) **OBSTACLES**

1° INCOMPREHENSION DES COLLEGUES

Difficile à surmonter.

Si on peut l'introduire dans les conseils de classe, la dynamique de groupe est efficace et contagieuse.

2° OPPOSITION ADMINISTRATIVE

Renoncer d'emblée aux promotions au choix et autres témoignages de la satisfaction administrative. Elles impliquent la soumission du maître à la pédagogie traditionnelle.

Traiter les administrateurs (directeurs, proviseurs, inspecteurs) avec l'intérêt que mérite leur seule valeur pédagogique et leur esprit de service à notre propre recherche — se souvenir, à toutes fins utiles, que leur souci dominant est d'éviter les histoires.

Briser le cloisonnement administratif :

— morcellement des disciplines ;

— leur hiérarchie. (Ex. gymnastique, musique..);

— catégories d'enseignants (moins les connaissances sont nécessaires, et plus l'art — étayé d'une science solide et méconnue, la psychologie de l'enfant — est primordial ;

— ségrégation des jeunes.

Boycotter les organes de participation, le conseil d'orientation posant un problème grave.

Nous sommes ici sur le terrain d'une autre commission.

B. — A LONG TERME

Visée politique proposée :

— aucune solution n'est actuellement satisfaisante ;

— mais il nous faut trouver tout de suite une attitude saine et constructive.

Nous penserons donc à l'école dans la cité comme à un *CENTRE D'EDUCATION PERMANENTE*, fonctionnant en auto-gestion, capable de répondre aux besoins de toutes les classes d'âge.

Ce qui nous permet d'être :

— devant le jeune enfant : l'adulte référence et modèle dont il a besoin,

— devant l'adolescent le conseiller, l'animateur, celui qui ouvre les portes,

— pour tous : le documentaliste, l'informateur nécessaire.

Une telle politique ouvrirait largement l'école sur la cité, et permettrait les échanges nécessaires à la

compréhension entre toutes les classes d'âge.

COMMISSION III

« RELATIONS LYCEENS – ENSEIGNANTS »

Certains camarades ont évoqué les risques d'exclusion pour les militants travaillant dans l'établissement.

Nous en sommes donc venus à parler de la participation aux conseils de discipline.

Il a été répondu que les exclusions pouvaient être évitées par l'action de masse.

Il nous faut organiser cette action de masse en nous structurant en tant que P.S.U. et en engageant des actions avec d'autres organisations révolutionnaires.

Nous avons défini une organisation à quatre niveaux :

- Lycée. Formation de collectifs d'établissement regroupant professeurs, lycéens, surveillants, agents.
- Ville. Regroupement des collectifs d'établissement sur une ville.
- Région. Regroupement des responsables des collectifs au niveau fédéral pour lancer des campagnes régionales et aider des collectifs peu puissants.
- National. Une commission enseignement coordonne les diverses luttes et prépare des campagnes nationales en y associant si possible d'autres groupes révolutionnaires

Il a été lu une phrase de la résolution lycéenne des 2 et 3 mai :

« Les lycéens demandent aux instances statutaires du parti d'inviter les professeurs à militer activement avec eux dans les établissements. »

Ceci montre bien l'état des relations lycéens-professeurs. Il faut y remédier en obligeant les professeurs à travailler effectivement avec les lycéens.

D'autre part il nous est apparu que le Foyer socio-éducatif était un lieu intéressant (à quelques réserves près) pour intervenir :

- diffusion de Tribune Socialiste ;
- réunions-débats ;
- projections de films, en faisant toutefois attention à ne pas se laisser enfermer dans un vase clos, en gardant comme objectif de faire déboucher l'action sur l'extérieur.

Enfin, comme l'avaient proposé les lycéens, il faut imposer notre présence aux conseils de classe en entier de manière à bloquer la sélection et la répression.

Le Rapporteur,
Gabriel LACASCADE.

COMMISSION IV

ACTION SYNDICALE ET ACTION POLITIQUE

La commission — dans un temps trop bref — s'est attelée à un problème particulièrement complexe

(« nous sommes empêtrés dans le syndicat », disent certains) et en a soulevé d'autres...

+ **Le C.N.A.L.**

— Le Parti a publié un communiqué expliquant notre position sur la journée d'action.

— Il demeure nécessaire de faire le point sur notre participation au C.N.A.L. et d'établir — d'urgence — une plate-forme d'intervention (voir commission idéologique), sachant que celle du C.N.A.L. de 1967 n'est plus satisfaisante.

+ **Formes d'intervention des militants**

1) La question principale a été celle de Rénovation Syndicale. Des camarades de l'Ecole Emancipée mettent en avant un certain nombre d'objections : R.S. apparaît comme une courroie de transmission, un outil du P.S.U., ce qui crée un malaise au niveau de l'engagement syndical de l'ensemble des enseignants P.S.U. Pourquoi rejeter l'E.E., seule tendance pouvant être le creuset des révolutionnaires ?

Les camarades de R.S. rappellent que ce courant est né hors du P.S.U. du refus des anciennes tendances. Le B.N. du P.S.U. a décidé d'appuyer la formation de ce courant (Assises Nationales de novembre 68, Congrès de Dijon) : il n'y a aucune identification. R.S. a rencontré un écho certain.

2) Sur la F.E.N. : que ferons-nous lorsque Unité et Action contrôlera la F.E.N. ? Y aura-t-il scission ? Quelle sera l'attitude de la majorité actuelle ? celle des courants révolutionnaires ? Il faut d'ores et déjà penser à cette échéance.

3) Actuellement, comment lutter à la base ? sous quelle forme ? Hors des structures syndicales ? Et la rentrée ?

C'est avec un débat sur ces questions que le travail de la commission a pris fin.

COMMISSION V

CONTRE LA PARTICIPATION (résolution)

La politique de participation dans l'enseignement a été conçue après mai 68 par le pouvoir pour faire cautionner et appliquer la politique gouvernementale dans l'Education Nationale et canaliser le mouvement de contestation au détriment de l'action de masse.

Les arguments en faveur de la participation « critique » (défense des élèves, informations, tribune, prise de conscience de l'inefficacité de ces structures par les syndiqués) apparaissent désormais de plus en plus dépassés dans la mesure où il est apparu que seule l'action de masse permettait une réponse efficace face à l'administration et au Gouvernement. De plus les organes de participation face à de véritables luttes de masse sont apparus comme inévitablement répressifs.

Au lieu de nous laisser enfermer dans des organes de participation il est nécessaire de créer à l'extérieur les conditions d'une réponse offensive à la politique gouvernementale :

Quatre conditions doivent être remplies :

- 1) une capacité d'explication du bilan de la participation vis-à-vis de l'extérieur ;
- 2) une capacité de situer les responsabilités de l'administration ;
- 3) l'existence de liaisons organisées entre lycéens, enseignants, parents et agents et la classe ouvrière en général ;
- 4) création des conditions d'une action de masse (meeting, grève, manifestation, etc.).

LES ASSISES...

demandent aux militants du Parti d'entreprendre une vaste campagne contre la participation pour la rentrée 70-71.

Dans le Supérieur, aucun militant du Parti ne devra être membre d'un Conseil de Gestion

Dans le Secondaire, il faut que les membres du Parti organisent dès maintenant la campagne de dénonciation de la participation.

Ils ne devront plus participer effectivement aux organes de la loi Faure partout où de véritables luttes de masse se sont développées et où le rapport de forces est favorable au développement de telles luttes (en particulier dans les grands lycées). De même les militants isolés ne devront pas « participer » pour ne pas servir de caution de gauche.

Là où la prise de conscience n'a pas encore été permise, le retrait des organismes de participation doit être l'objectif stratégique impératif des militants pour l'année scolaire 1970-1971.

(Résolution votée à l'unanimité moins deux contre et une dizaine d'abstentions.)

INTERVENTIONS

I - L'ENFANCE INADAPTEE

— L'Enfance Inadaptée est un domaine particulièrement délaissé par le secteur public au profit des initiatives privées. (Ex. : Région Centre, sur 140 établissements ou services s'occupant d'enfants inadaptés, 4 sont gérés par l'Education Nationale, 4 par le ministre de la Justice et tous les autres par des associations privées). Il serait intéressant de se procurer les chiffres au niveau national en effectifs plutôt qu'en établissements.

En fait, ces initiatives privées sont en grande partie alimentées par des fonds publics par le biais des prix de journée. Ce système permet à l'Etat (par l'intermédiaire des préfets et des Directions Départementales de l'action sanitaire et sociale) et grâce au prix de journée de les maintenir en tutelle. Les initiatives privées sont donc sélectionnées et récupérées.

— En fait, l'Etat capitaliste se donne bonne conscience. Il accepte de financer des établissements et de payer des éducateurs (et encore au prix des commissions et récupérations dénoncées plus haut), mais les inadaptés ne l'intéressent pas car ils ne sont pas rentables. D'autre part, il est totalement défaillant dans la prévention des différentes inadaptations. Exemple : En construisant des grands ensembles dans le seul but du profit, sans tenir compte des conditions de vie des habitants, le capital fabrique de nouveaux jeunes inadaptés qu'on étiquettera pudiquement « cas sociaux ».

— Au niveau des organismes employeurs, on assiste très fréquemment à un véritable scandale dans la mise en place et le maintien des différentes catégories de personnels. De très nombreux établissements fonctionnent en effet, avec un personnel qui, du fait de sa non-qualification est sur-utilisé et sur-dépendant mais aussi sous-combatif et sous-payé.

— Au niveau national, il semble aberrant que le secteur de l'Enfance Inadaptée soit sous tutelle de trois ministères : Education Nationale, Justice et Santé car ceci a comme conséquence, une totale incohérence dans les décisions d'ordre général. Deux solutions pourraient être étudiées.

Ou l'instauration d'un grand ministère de l'Education, comprenant plusieurs départements dont celui de l'Enfance Inadaptée, ou l'instauration d'un secrétariat d'Etat interministériel, afin d'éviter un éparpillement des problèmes juridiques, médicaux, financiers de notre secteur.

— En tant que travailleurs sociaux, les personnels de l'enfance inadaptée ont une part de responsabilité dans la construction et l'évolution des structures sociales actuelles.

Il conviendrait que les personnes intéressées puissent se réunir pour réfléchir aux moyens d'action et de lutte à entreprendre dans ce secteur.

II - LES MATERNELLES

On se souvient sans doute de l'émotion soulevée en novembre dernier par Olivier Guichard lorsqu'il propose à la tribune de l'Assemblée de remplacer les institutrices des petites sections d'Ecole Maternelle par un personnel sous-qualifié et sous-payé qu'il pare du nom flatteur d'aides-éducatrices : c'est la brutale émergence — à un moment jugé sans doute opportun — d'attaques d'origine et de signification diverses, qui convergeaient souterrainement, depuis plusieurs années, contre une institution en apparence unanimement révéérée.

Quelques militants syndicalistes prennent alors l'initiative d'un groupe de travail qui, très vite, se constitue en association et s'ouvre par-delà toutes divergences politiques, syndicales ou catégorielles, à des enseignants de tous niveaux, de très nombreux parents, des psychologues, des médecins, des travailleurs sociaux, des chercheurs de disciplines diverses (¹).

Une lettre est adressée au ministre le 11 décembre. Reprise et paraphrasée par la presse écrite et parlée de toutes tendances, elle suscite au sein de l'opinion publique une assez large prise de conscience, popularise un certain nombre d'arguments fondés sur les données les plus récentes des sciences humaines, stimule la mise sur pied par les organisations de défense intéressées de multiples manifestations de protestation. On parle bientôt d'une bataille des maternelles.

Devant l'ampleur de la riposte, le gouvernement, sur ce point précis, recule — et c'est un acquis important. Cependant l'Ecole Maternelle, à plus d'un titre, reste en danger.

Si la politique officielle prend désormais un nouveau style, plus feutré, plus insidieux, elle ne renonce à aucune de ses options fondamentales, économies à tous prix, privatisation, conservatisme social.

Les difficultés de fonctionnement s'aggravent. Le 10 avril, à la lumière d'informations reçues de divers horizons du pays, le groupe d'Etudes écrit : « L'insuffisance des locaux, la surcharge des effectifs, l'exiguïté des classes qui trahit parfois les normes imposées — gênent l'action éducative, si délicate à cette étape de l'enfance. Non seulement le nombre maximum de 50 enfants inscrits par classe — chiffre aberrant — est maintenu, mais on veut rendre plus rigoureux le contrôle des effectifs en retirant la responsabilité aux inspectrices d'Ecole Maternelle, qu'on juge trop solidaire, sans doute, de leur personnel.

Sait-on quelle somme d'énergie et de dévouement doivent dépenser les éducatrices et les cadres qui animent leur action pour préserver, autant que faire se peut, la qualité de l'enseignement ?

Sait-on que nombre d'institutrices, parmi les plus qualifiées, usées par cet effort, se découragent ou tombent malades, ou postulent pour une classe élémentaire où l'effectif sera plus réduit, et sont remplacées par des jeunes filles le plus souvent sans formation ?

Le ministre se flatte d'avoir accueilli à la dernière rentrée 66.000 enfants nouveaux, mais dans quelles conditions, et combien refusés ? Ces chiffres ne signifient rien, s'ils ne sont pas confrontés aux besoins réels, Il promet de faire mieux ? Mais de tous côtés, pour l'instant, syndicats et inspectrices se battent contre des menaces de fermetures de classe. Quel engagement précis a-t-il fourni pour la rentrée prochaine ?

Le ministre parle aussi, et avec insistance, de l'école de 2 à 6 ans, mais il ne dit pas que, dans les faits, l'accueil se fait le plus souvent à 3 ans, 4 ans, parfois même plus tard. Il ne dit pas non plus que le passage à la grande école à partir de 5 ans est de plus en plus souvent autorisé — alors que cette année de « grande section » est, sauf cas exceptionnels, irremplaçable.

Il s'agit de trouver, sans remaniement spectaculaire pour l'instant, des solutions au rabais, pour une école au rabais, réservée aux plus démunis.

Car on voit s'articuler ici une logique qui est la logique de classe ».

Ce sont là des données gênantes, qui présentent pour le pouvoir le risque majeur d'être sans ambiguïté — à l'inverse de bien des problèmes d'éducation nationale — et propres à susciter l'unanimité des gens informés.

Pour masquer cette carence proprement criminelle, une stratégie de manipulation de l'opinion s'organise à plusieurs niveaux.

D'une part on tente de désamorcer l'inquiétude par des déclarations rassurantes et des protestations d'attachement indéfiniment répétées : visites impromptues dans les écoles, communiqués, lettres aux députés, lettre au directeur de l'ORTF. : « Je n'ai jamais proposé de retirer les institutrices des maternelles », lit-on même dans cette dernière, largement diffusée dans les établissements.

D'autre part, on camoufle la détérioration trop explicable de l'instruction en s'efforçant d'en offrir au public une image astucieusement fardée. Ainsi de cette récente émission télévisée, d'inspiration

¹ Cf. Rénovation Syndicale - janvier 70.

gouvernementale, où l'on a vu comment, par le choix du cadre, (une des rares écoles neuves de Paris, filmée à l'heure où, par la sieste des petits, les effectifs sont le plus réduits), par le jeu des découpages et des interviews tronqués, des participants de bonne foi peuvent être pris au piège d'une propagande électorale à peine déguisée. Ainsi de cette opération « Porte ouverte » lancée à grand fracas, parce qu'on espère, peut-être à tort, que le personnel veillera de lui-même, par amour-propre professionnel, à masquer les misères.

Plus dangereusement encore, on s'efforce d'infléchir l'opinion vers une conception de la petite enfance qui puisse légitimer en apparence pour aujourd'hui cette politique d'abandon, pour demain de plus graves atteintes.

Au moment même où les pays industriels socialistes et capitalistes, convaincus par les travaux de leurs savants de l'importance décisive de cette première étape éducative, décident de la programmer sur des bases scientifiques rigoureuses, et de lui consacrer de substantiels crédits, nos officiels développent en effet une idéologie parfaitement rétrograde, fondée sur les préjugés les plus éculés.

Si le ministre ne parle plus « d'occuper intelligemment les enfants », il délègue à d'autres le soin d'explicitier les vœux du régime : la proposition de loi dite Capelle, signée de 7 députés U.N.R., dangereuse dans son insignifiance apparente, la proposition Missoffe-Buron, qui n'offre rien moins aux « appelées » du service civique féminin que de remplacer le personnel manquant dans ces maternelles où elles trouveront d'emblée — lit-on, un rôle « si conforme à leur nature » , les déclarations de Mme Becourt-Foch, membre très écouté en- haut-lieu du Conseil Municipal ⁽²⁾ qui défend le projet de l'introduction d'un personnel sousqualifié, au nom de « sa chère vieille Céleste », qui ne savait ni lire ni écrire, et lui a néanmoins appris tant de choses sont des documents qui s'éclairent mutuellement.

De même que l'usage systématique du terme « préscolaire », parfaitement inadéquat, illustre bien la précarité volontairement entretenue du statut de cette école : « Education préscolaire... non couverte par l'obligation scolaire », rappelle de façon significative le rapport sur les grandes options du VI^e Plan.

Une politique aussi grossièrement anachronique ne peut espérer prendre appui que sur les ignorances, les divisions et la peur qui soudent dans ce pays les forces de résistance au progrès.

Face aux illusions, face aux égoïsmes catégoriels et aux conflits d'intérêts qui divisent parfois encore les couches sociales concernées par le problème, mais masquant mal une complicité fondamentale des adultes, donc une pratique de méconnaissance et d'aliénation de l'enfance, le Groupe d'Etude déclare :

« L'enfant porte dans nos sociétés tout le poids de nos manques, de nos désirs de revanche frustrés, et de nos désarrois. Nous ne bataillons pas pour les intérêts de telle institution prise en elle-même, de tel personnel, mais d'abord pour les intérêts de l'enfant. Et nous songeons moins à adapter l'enfant à l'école qu'à adapter l'école à ses besoins.

Cela signifie : tenter de lui donner au départ toutes ses chances, en ne se contentant pas d'une égalité fallacieuse, mais en offrant aux plus défavorisés toutes les compensations susceptibles d'atténuer les handicaps sociaux précoces. Cela signifie : le libérer de tout ce qu'il y a d'inutilement oppressif dans nos pratiques, que ne compense pas telle ou telle forme de laisser-faire ou de capitulation l'arracher aux contradictions de l'éducation scolaire et familiale qui l'écartèlent, aux pressions des routines et des modèles périmés qui étouffent ses possibilités d'épanouissement, le réinsérer valablement dans la cité. »

Ni la bonne volonté, ni l'attrait spontané pour les petits ne suffisent à opérer une telle conversion des attitudes. C'est pourquoi le Groupe d'Etudes propose comme objectif fondamental non la défense d'un statu quo, non telle ou telle innovation partielle, mais un remodelage du milieu éducatif à partir d'une expérimentation rigoureuse, une formation des maîtres scientifique, sociale, humaine, approfondie, bref la rénovation hardie d'un cycle préélémentaire ressaisi dans sa totalité dynamique et dans ses fins.

L'Association consacre ses Journées d'Etudes, et les travaux de ses commissions spécialisées ⁽³⁾ à l'exploration des écrits, expériences et suggestions de toutes origines propres à faire avancer son projet. A cette fin, il veut créer entre les représentants des secteurs sociaux qu'il regroupe les conditions d'une communication plus authentique, forger un langage commun, stimuler la créativité, créer des structures d'organisation et de travail d'un type nouveau.

Cette orientation lui vaut un large écho.

Des associations familiales ou pédagogiques, éprises de renouveau, habituellement défiantes à l'égard des luttes étroitement catégorielles, adhèrent en bloc ou manifestent activement leur soutien. Citons l'association « Pour des Centres de la Petite Enfance », qui en réfléchissant sur les besoins nouveaux spontanément révélés à travers les crèches sauvages de mai 68, était parvenue à des conclusions à peu près identiques et décide de collaborer étroitement ⁽⁴⁾ ; Ecole et Famille ; l'Ecole des Parents, de

² Cf. B.M.O., 20 mars 1970.

³ Pour participer, s'inscrire au siège : 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e.

⁴ Permanence commune des 2 Ass., 27, rue Mouffetard, Paris (5^e) de 15 à 19 h, sauf samedi, dimanche, lundi.

nombreuses A.P.E. ; les divers mouvements de pédagogie nouvelle regroupés au sein de la revue « Interéducation, Enseignement 70 », d'autres encore... Et déjà on lui écrit de l'étranger.

Certes, il ne faut pas se faire trop d'illusions sur la portée de l'innovation dans une société comme la nôtre : les expériences-pilote y servent volontiers d'alibi. Ou bien la nouveauté y est tout simplement retraduite dans la logique du système, comme le démontrent les avatars de certaines méthodes américaines, destinées aux enfants de moins de six ans, qui, élaborées au départ pour les plus déshérités, sont utilisées avant tout par les établissements privés les plus huppés, dans une optique de compétition capitaliste, afin d'accélérer le processus scolaire des fils de privilégiés.

Seule une société socialiste peut assumer le projet généreux d'un authentique cycle préélémentaire, replacé dans le cadre d'une éducation permanente qui s'efforce, depuis le berceau, de donner à chacun les chances du plein épanouissement de ses virtualités.

Mais une tentative comme celle-ci ouvre peut-être une perspective nouvelle pour la stratégie des luttes enseignantes.

A l'heure où la presse bourgeoise étale avec complaisance les divisions de la gauche, et où les actions unitaires au sommet révèlent toute leur précarité, il n'est pas indifférent que des groupes de ce type donnent l'exemple d'une action unitaire à la base, menée loyalement sur un objectif précis et constructif, assez motivée pour survivre et se développer après le premier danger passé.

Cette forme originale de regroupement, qui s'interdit de se substituer aux organismes traditionnels de défense, qui s'affirme Groupe d'Etudes, mais tente de faire naître l'étude de l'action et de la convertir en action, qui ne disserte ni sur la solidarité des ouvriers et des intellectuels, ni sur l'unité, ni sur l'abolition de la hiérarchie, mais tentent de les fonder en actes à travers la libre et fraternelle élaboration d'un projet commun, semble bien retrouver la véritable « Ecole ouverte » et s'inscrire dans la filiation de mai 68.

En faisant prendre en charge par la base, de façon permanente, et hors de tout organisme officiel, le projet de rénovation de l'enseignement trop longtemps confisqué par les spécialistes ou les technocrates, en refusant de faire confiance aux informations officielles et en tentant de lui substituer ses propres sources, en démasquant à chaque initiative les arrières-pensées du pouvoir, elle ébauche aussi peut-être une première approche de ce que pourrait être, dans le domaine de l'éducation, une forme nouvelle de « contrôle » qui échappe aux mystifications de la « participation » officielle.

De ces aspects, les membres du Groupe parlent peu. L'expérience mérite cependant, à ces divers titres, d'être suivie avec quelque attention, non seulement par les secteurs concernés, mais par ceux-là même qui, à tort ou à raison, se désintéressent de l'Ecole Maternelle, mais sont soucieux de renouveler les modalités de l'action militante.

Françoise GIRARD.

Liste des fédérations
représentées aux Assises Nationales du P.S.U.
sur l'Enseignement,
qui se sont déroulées à Paris, 44, rue de Rennes,
les 17 et 18 mai 1970

AIN	ILLE-ET-VILAINE	SARTHE
AISNE	INDRE	HAUTE-SAVOIE
ALLIER	INDRE-ET-LOIRE	SOMME
AR DECH E	ISERE	VAR
BOUCHES-DU-RHONE	LOIRET	VENDEE
CALVADOS	LOT-ET-GARONNE	VIENNE
CHER	MAINE-ET-LOIRE	PARIS
COTE-D'OR	MEURTHE-ET-MOSELLE	SEINE-ET-MARNE
DOUBS	MEUSE	YVELINES
DROME EURE-ET-LOIR	MOSELLE	ESSONNE
FINISTERE	NORD – PAS-DE-CALAIS	HAUTS-DE-SEINE
HAUTE-GARONNE	BAS-RHIN	SEINE-SAINT-DENIS
HAUTE NORMANDIE	RHONE	VAL-DE-MARNE
HERAULT	SAONE-ET-LOIRE	VAL-D'OISE

On trouvera dans ce compte rendu le résultat des travaux de Commissions et les principaux rapports. On ne trouvera pas les discussions en assemblée générale ni le rapport sur la politique Guichard (cf. « Directives » 173 et 174), ni l'exposé de Michel Rocard sur la stratégie générale du parti (cf. « Tribune Socialiste » : rapport pour le Conseil National des 27-28 juin 1970).